

**Le 9 juillet 2020 à 11 h**

**bpifrance**

**CRÉATION**

## **Webinaire Bpifrance Création**

**Quel statut juridique choisir pour mon projet de création d'entreprise ?**

**Lila LEON – Juriste Bpifrance**

# Sommaire

bpifrance

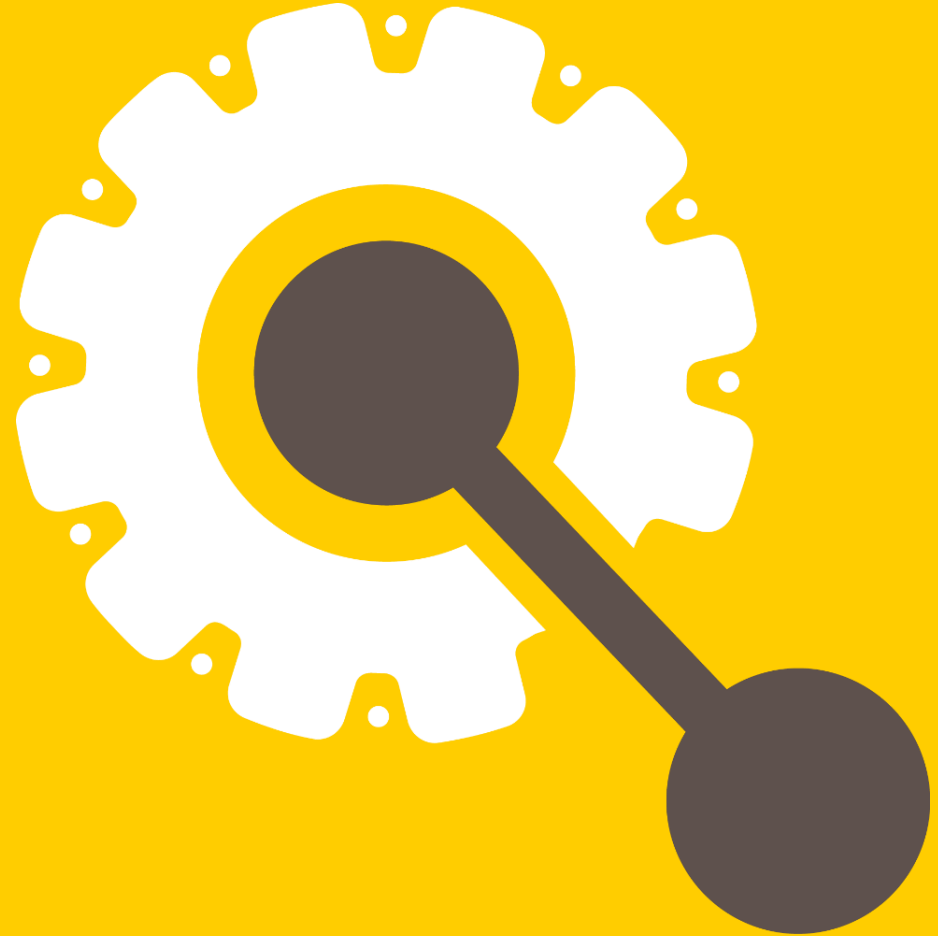
CRÉATION

## Les questions préalables

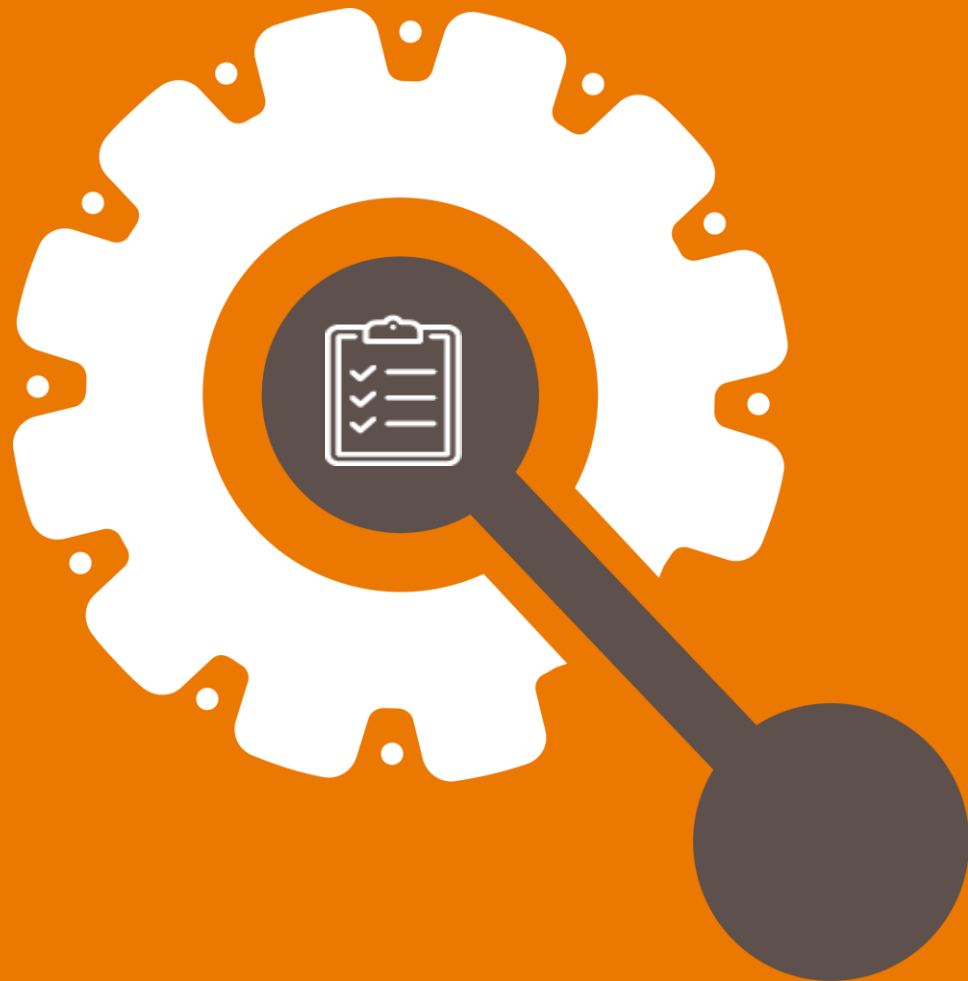
- Mon activité est-elle réglementée ?
- Peut-on m'imposer un statut juridique ?
- Quand faut-il faire son choix ?

## Le choix du statut

- Quels sont les critères de sélection ?
- Principales structures juridiques
  - Créer seul : l'entreprise individuelle
  - Créer à plusieurs : la forme sociétale
- Les pouvoirs et responsabilités du dirigeant
- Les obligations du chef d'entreprise
- Les perspectives de développement
- Régimes fiscal et social
- Avantages/Inconvénients : EI et société



# Les questions préalables



# Mon activité est-elle réglementée ?



**Vérifiez la réglementation attachée à votre activité avant de vous lancer**

*Votre activité peut être soumise à des conditions de qualification professionnelle, à l'obtention d'une autorisation, d'un agrément ou à la réalisation d'une autre formalité administrative.*



## Il est recommandé de :

**1**

**Consulter les fiches réglementation de Bpifrance Création**

**2**

**Vous rapprocher du centre de formalités des entreprises (CFE) compétent pour votre activité**

**3**

**Vous renseigner auprès des fédérations professionnelles de votre secteur d'activité**

# Peut-on m'imposer un statut juridique ?



**Principe** : quelle que soit l'activité que vous allez exercer, vous avez le choix entre l'entreprise individuelle ou la société.

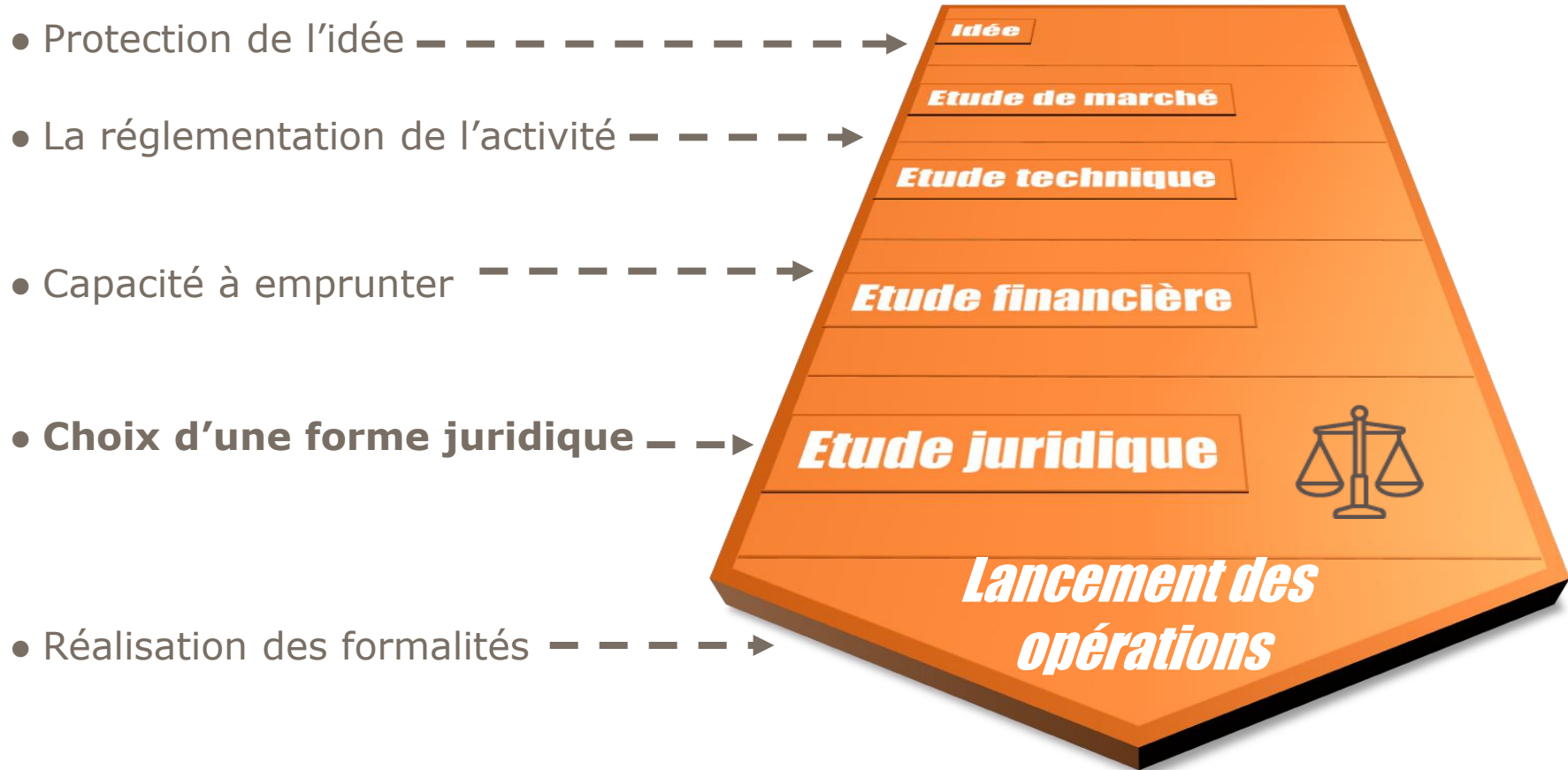
Cas où le statut juridique est imposé:

- Débit de tabac (EI, EIRL ou SNC)
- Certaines activités libérales réglementées (SEL ou SCP)
- Activités agricoles (SCEA, GAEC, EARL, etc.)





# Quand choisir la structure juridique de l'entreprise ?



# Le choix du statut



**La question à un million !**



**Quelle est la structure juridique idéale ?**



# Quels sont les critères de sélection ?



**La nature  
de  
l'activité**

**Le régime  
matrimonial**

**Le mode de  
fonctionnement  
et de gestion**

**L'importance  
des besoins  
financiers**

**Le degré  
d'engagement  
et de  
responsabilité  
du créateur**

**La crédibilité  
vis-à-vis de  
certains  
partenaires**

**Le nombre  
de  
participants**

**Le régime  
fiscal et social  
de l'entreprise et  
du créateur**



Il faut opter pour la structure juridique la plus adaptée à votre projet ainsi qu'à votre situation personnelle.

# Les principales structures juridiques



**Il existe un nombre important de structures, nous nous limiterons aux plus courantes, réparties en deux familles :**

**L'entreprise individuelle et la société**

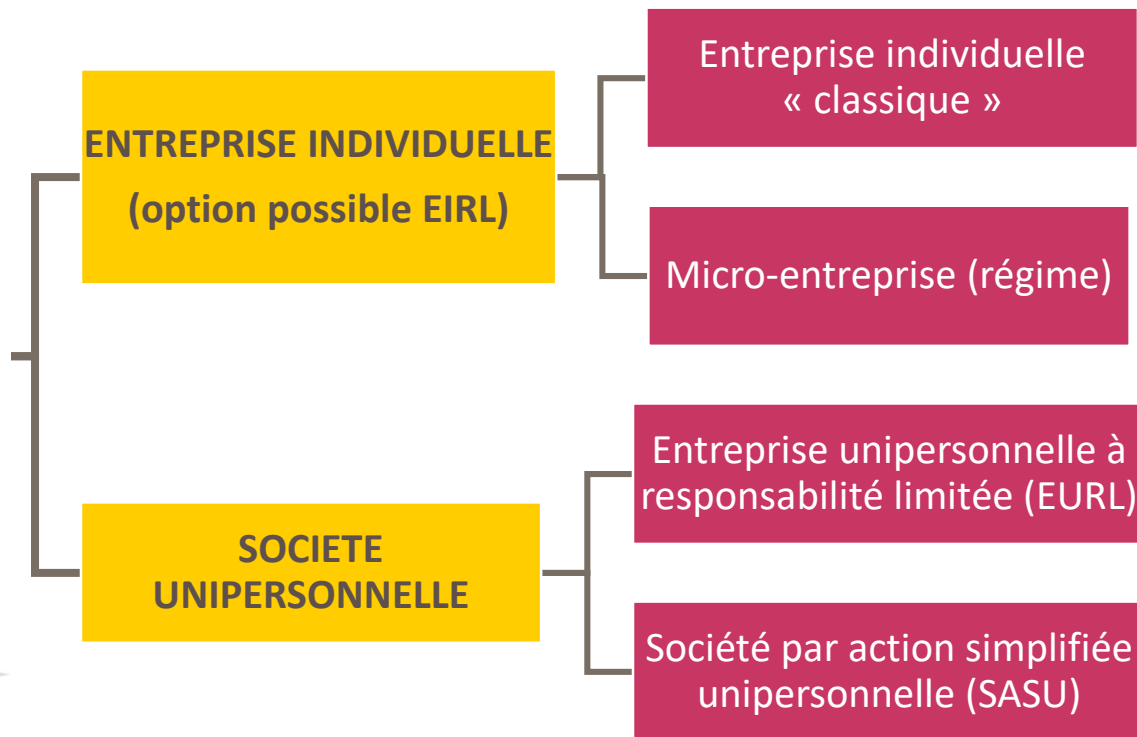
# Les principales structures juridiques



**Alors ...**

**Faut-il créer seul ou à plusieurs ?**

# Créer seul



# Créer à plusieurs



**SOCIETE PLURIPERSONNELLE**

Société à responsabilité limitée (SARL)

Société par action simplifiée (SAS)

Société en nom collectif (SNC)

Société anonyme (SA)

# Créer seul



## Créer seul en nom propre !



- **Entreprise = entrepreneur = personne physique = unicité du patrimoine**
  - Responsabilité indéfinie au niveau des dettes de l'entreprise sur l'ensemble de ses biens y compris ceux acquis avec son conjoint sous le régime légal de la communauté
  - Tous les biens sont saisissables par les créanciers (professionnels et personnels) **SAUF RESIDENCE PRINCIPALE**
  - Possibilité de protéger les biens immobiliers non affectés à l'activité professionnelle en effectuant une déclaration d'insaisissabilité devant notaire
  - Possibilité d'opter pour le régime de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL) en déclarant un patrimoine d'affectation, seul gage des créanciers professionnels
- **Régime fiscal** : impôt sur revenu (catégorie BNC ou BIC)
- **Régime social** : Régime général de la sécurité sociale
- **Options possibles** : pour l'EIRL ou le régime de la micro-entreprise

# Engagement financier en EI

## ■ Principe

- Unicité du patrimoine
- Responsabilité indéfinie au niveau des dettes
- Tous les biens sont saisissables par les créanciers (professionnels et personnels)  
**SAUF RESIDENCE PRINCIPALE**

## ■ Exceptions

- Déclaration d'insaisissabilité
- Patrimoine d'affectation (EIRL)





# Patrimoine d'affectation : cas de l'EIRL



Protection du  
patrimoine personnel

Biens saisissables par les  
créanciers **personnels**



Patrimoine d'affectation

Bien saisissables par les  
créanciers **professionnels**

# Créer seul



**Créer seul, oui ...  
mais en société !**



# La société à responsabilité limitée unipersonnelle: SARLU (ou EURL)

- **Création d'une personne morale**
  - Rédaction des statuts
  - La société a un nom, une domiciliation et dispose d'un minimum d'apports pour faire face aux premiers investissements (notion de capital social) : pas de minimum prérequis
- **Distinction des patrimoines professionnel et personnel**
- **Responsabilité** limitée à l'apport en capital social (sauf en cas de fautes de gestion avérées)
- **Un associé unique** : personne physique ou morale
- **Régime fiscal** : impôt sur revenu, option possible pour l'IS
- **Régime social** : Régime général de la sécurité sociale
- **Comptabilité** complète obligatoire

# La société par action simplifiée unipersonnelle (SASU)



- **SASU = SAS à associé unique**
  - Liberté dans la rédaction des statuts
  - Capital librement fixé
  - Nombre d'associés égal à 1
- **Distinction des patrimoines personnel et professionnel**
- **Responsabilité** limitée aux apports (sauf fautes de gestion)
- **Régime fiscal** : impôt sur les sociétés, option possible pour l'IR
- **Régime social** : le président est assimilé salarié et relève du régime général de la sécurité sociale
- **Comptabilité** complète obligatoire



**A plusieurs, la création d'une société s'impose ...  
mais quelle forme choisir ?**

# La société à responsabilité limitée (SARL)



- **Création d'une personne morale distincte juridiquement de ses membres**
- **Règles de fonctionnement fixées par le code de commerce**
  - Rédaction de statuts juridiques
  - Droits de vote des associés proportionnels au nombre de parts détenues
  - Tenue d'assemblées générales
  - Nomination d'un gérant
- **Distinction des patrimoines**
- **2 associés minimum**
- **Responsabilité limitée aux apports en capital (sauf fautes de gestion)**
- **Régime fiscal :**
  - Bénéfices de la société soumis à l'IS
  - Rémunération du dirigeant soumise à l'IR
- **Régime social :** gérant majoritaire (TNS), gérant minoritaire ou égalitaire (assimilé salarié)
- **Comptabilité** complète obligatoire

# La société par action simplifiée (SAS)



- **Création d'une personne morale distincte juridiquement de ses membres**
  - Liberté dans la rédaction des statuts
  - Capital librement fixé par les associés
  - Possibilité de dissocier les droits de vote et le nombre de parts détenues
- **Distinction des patrimoines personnel et professionnel**
- **Responsabilité** limitée aux apports (sauf faute de gestion)
- **Un associé minimum** : pas de nombre maximum
- **Régime fiscal** : impôt sur les sociétés, option possible pour l'IR
- **Régime social** : le président est "assimilé salarié" et relève du régime général de la sécurité sociale
- **Comptabilité** complète obligatoire

# L'engagement financier des sociétés



## A quoi sert le capital social ?

- ✓ Un moyen de financement
- ✓ Un moyen de communication
- ✓ Une clé de répartition des pouvoirs

## Le capital est le gage des créanciers de l'entreprise

- ✓ Montant librement fixé en SARL et SAS
- ✓ Montant minimum de 37 000 € en SA

## La responsabilité des associés est limitée au montant de leurs apports

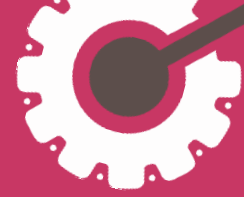
## A la création de la société, le capital est composé

D'apports :

- ✓ en nature (matériel, etc.)
- ✓ en numéraire (€)
- ✓ en industrie (très rares, avocat, infirmier...)



**Créer seul ou à plusieurs**



**Zoom** sur les spécificités des principales structures ...



# Les particularités de certaines structures

## L'EI

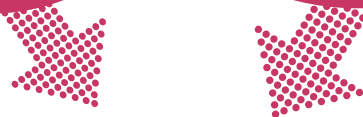
- EI = indépendant
- Régime micro possible
- Responsabilité illimitée
- Possibilité de protéger son patrimoine personnel



Structure adaptée à des projets simples et non risqués.

## EURL et SARL

- Fonctionnement déterminé par le code de commerce
- Droit de vote des associés proportionnel aux parts sociales
- Statut social : Indépendant ou assimilé salarié (gérant min.)



Structure adaptée à tous types de projets.

## SAS / SASU

- Rédaction statuts libre
- Possibilité de dissocier : droits de vote et capital
- Statut social du dirigeant : assimilé salarié

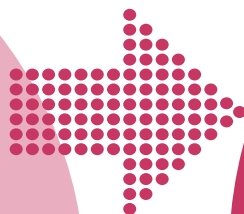


Structure privilégiée pour les startups ou projets innovants ou faisant appel à des investisseurs extérieurs.

# Les pouvoirs et responsabilités du dirigeant



## En entreprise individuelle



- **Principe**

- ✓ Pleins pouvoirs sur l'entreprise
- ✓ Pas de notion d'"abus de biens sociaux"

- **Contraintes**

- ✓ Responsabilité totale et indéfinie
- ✓ Engagement du patrimoine personnel

## En société

- **Principe**

- ✓ Pouvoir d'agir au nom et pour le compte de la société sauf limitation statutaire ou contractuelle

- **Contraintes**

- ✓ Responsabilité civile et pénale
- ✓ Décisions prises en AG (AGO ou AGE)





**Être un entrepreneur c'est bien ...  
devenir un entrepreneur averti  
c'est mieux !**

# Les obligations juridiques et comptables



| <b>Entreprises individuelles</b>  | <b>Société</b>   |
|---|--|
| <p data-bbox="372 352 653 382"><b>Obligations juridiques</b></p> <ul data-bbox="63 431 942 689" style="list-style-type: none"><li>● Pas d'assemblées générales (AG) ni de rapport de gestion</li><li>● Pas de publication des comptes annuels</li><li>● Compte bancaire professionnel :<ul data-bbox="98 545 942 689" style="list-style-type: none"><li>- facultatif pour les EI (dont micro-entreprise) sauf si CA &gt; à 10 000 euros pendant 2 années consécutives,</li><li>- obligatoire pour l'EIRL (compte professionnel dédié à l'activité)</li></ul></li></ul>  | <p data-bbox="1300 352 1580 382"><b>Obligations juridiques</b></p> <ul data-bbox="993 431 1860 689" style="list-style-type: none"><li>● Rédaction des statuts</li><li>● Constitution d'un capital social et dépôt des apports en numéraire auprès d'une banque ;</li><li>● Publicité de création de la société dans un journal d'annonces légales (JAL) ;</li><li>● Immatriculation auprès du greffe du tribunal de commerce.</li><li>● Obligation d'ouvrir un compte bancaire professionnel</li></ul> |
| <p data-bbox="330 762 697 792"><b>Obligations comptables</b></p> <p data-bbox="63 822 459 852"><b>Régime micro-entreprise :</b></p> <ul data-bbox="63 858 929 966" style="list-style-type: none"><li>- Comptabilité ultra-simplifiée</li><li>- Livres comptables obligatoires : Livre journal des recettes + registre des achats (pour les commerçants) + factures</li></ul> <p data-bbox="63 1014 450 1045"><b>Régime du bénéfice réel :</b></p> <ul data-bbox="63 1051 929 1123" style="list-style-type: none"><li>- Tenue d'une comptabilité complète obligatoire simplifiée : bilans, compte de résultat et annexe (TPE: dispense annexe)</li></ul> | <p data-bbox="1257 762 1624 792"><b>Obligations comptables</b></p> <p data-bbox="993 822 1309 852"><b>Régime réel normal :</b></p> <ul data-bbox="993 894 1850 1081" style="list-style-type: none"><li>- Tenue d'une comptabilité complète obligatoire : bilan, compte de résultat et annexe (possibilité d'établir une présentation simplifiée pour les TPE)</li><li>- Livres comptables obligatoires : Livre journal - Grand livre</li><li>- Inventaire annuel : Obligatoire</li></ul>               |

# Les perspectives de développement



Entreprise  
Individuelle

VS

Société



- **La société** : plus propice au développement que l'EI
  - Entrée de nouveaux associés et actionnaires
  - Augmentation de capital
  - Comptes courants d'associés (trésorerie)
- **l'EI**, sa transformation en société nécessite :
  - La radiation de l'EI
  - La création d'une société



L'EI n'a pas de personnalité juridique distincte de celle de l'entrepreneur !

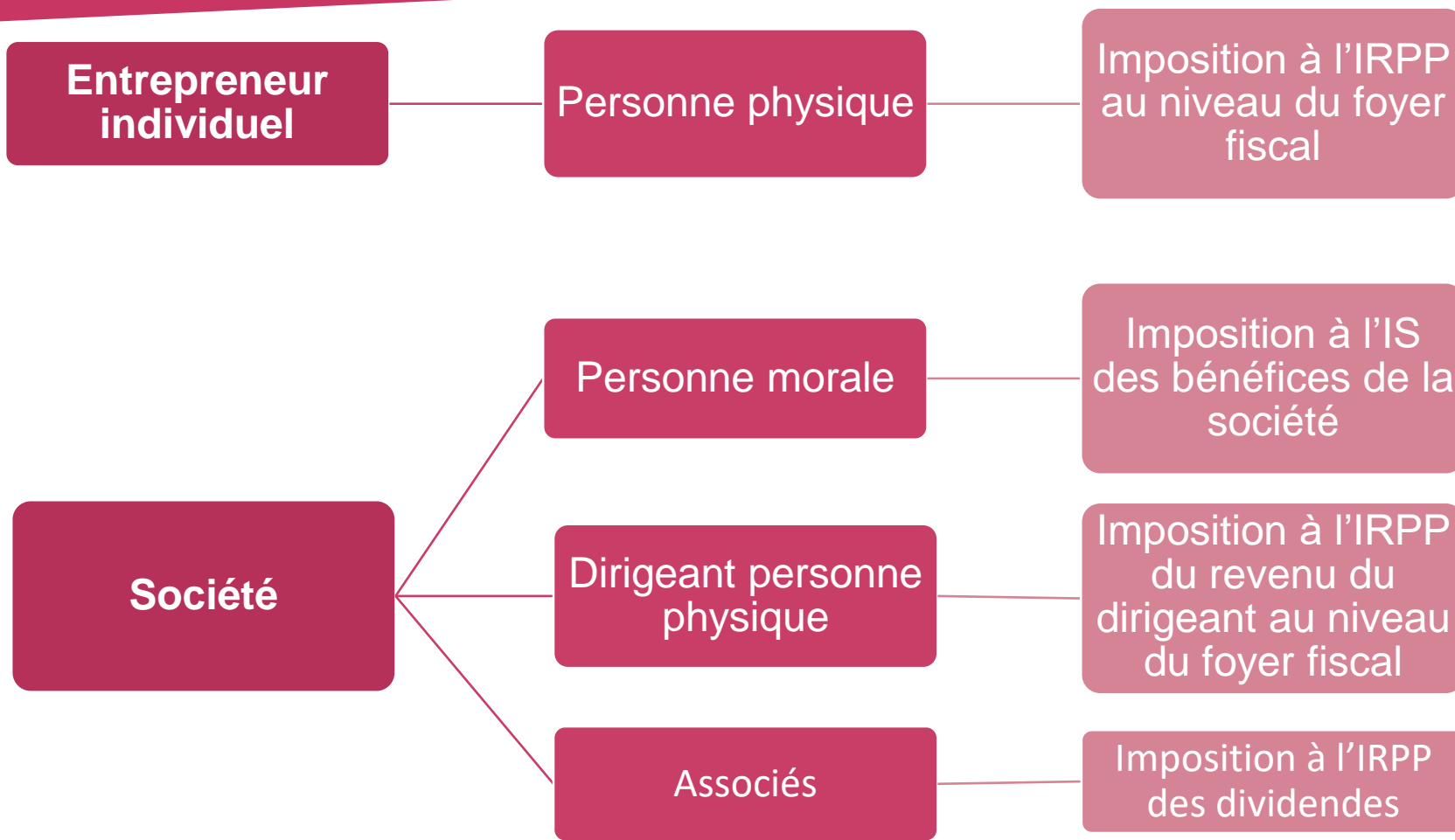
# Régimes fiscal et social



| Régime fiscal   | Régime social  |
|---|--|
| <b>Entreprise individuelle</b> <ul style="list-style-type: none"><li>● <b>Principe</b> : bénéfices de l'entreprise soumis l'IR</li><li>● Régimes d'imposition :<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Micro-entrepreneur (CA &lt; 72 500 ou 176 200)</li><li>✓ Régime du bénéfice réel</li></ul></li></ul> | <b>Entreprise individuelle</b> <ul style="list-style-type: none"><li>● <b>Principe</b> : l'EI est affilié à la sécurité sociale des indépendants</li><li>● Cotisations calculées sur la base des bénéfices</li></ul>   |
| <b>Société</b> <ul style="list-style-type: none"><li>● <b>Principe:</b> bénéfices de la société soumis à l'IS</li><li>● Option pour l'IR possible</li><li>● Régime réel d'imposition</li></ul>  | <b>Société</b> <ul style="list-style-type: none"><li>● <b>Principe:</b> dirigeant affilié au régime général de la sécurité sociale en tant que TNS ou assimilé salarié (anciennement RSI et SSI)</li><li>● Cotisations sociales calculées sur la base de la rémunération</li></ul> |

# Précisions statut fiscal :

## Les différents modes d'imposition des résultats





# Précisions sur le statut social :

## *Les régimes sociaux des dirigeants*



| TRAVAILLEURS NON SALARIES (TNS)  | ASSIMILÉS-SALARIÉS  |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• Entrepreneurs Individuels<ul style="list-style-type: none"><li>➤ micro-entrepreneur</li><li>➤ EIRL</li></ul></li><li>• Associés de SNC</li><li>• Gérants majoritaires de SARL</li><li>• Gérants d'EURL</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>• Gérants minoritaires ou égalitaires de SARL</li><li>• Présidents de SAS et de SA</li></ul>  |
| <b>Interlocuteur pour les formalités :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'Urssaf pour le paiement des cotisations</li><li>- la CPAM pour leur couverture santé</li><li>- la CNAV pour leur retraite</li></ul>                                 | <b>Interlocuteur pour les formalités :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'Urssaf pour le paiement des cotisations</li><li>- la CPAM pour leur couverture santé</li><li>- Agirc-Arrco: vieillesse complémentaire des cadres</li></ul> |

Depuis le 1er janvier 2020, tous les **travailleurs indépendants** dépendent du régime général de l'Assurance maladie (anciennement RSI et SSI).

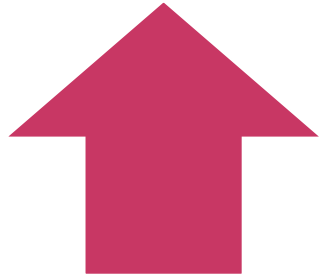
# Précisions sur le statut social :

## *Les régimes sociaux des dirigeants*



|   | ASSIMILÉ SALARIÉ  | INDÉPENDANT  |
|---|---|--|
| Assurance chômage                             | <ul style="list-style-type: none"><li>• Pas de régime obligatoire (assurance volontaire possible dans certains cas)</li></ul>       |  |
| Allocations familiales                        | <ul style="list-style-type: none"><li>• Couverture identique à celle d'un salarié</li></ul>   |  |
| Maladie :<br>prestations en nature            | <ul style="list-style-type: none"><li>• Couverture identique à celle d'un salarié</li></ul>   |  |
| Indemnités journalières + accident du travail | <ul style="list-style-type: none"><li>• Couverture identique aux salariés</li></ul>   | <ul style="list-style-type: none"><li>• Pas d'IJ pour les professionnels libéraux réglementés</li><li>• Pas d'indemnité en cas d'accident du travail</li></ul> |
| Retraite                                      | <ul style="list-style-type: none"><li>• Cotisation Urssaf et Agirc-Arrco (retraite complémentaire et retraite des cadres)</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>• Caisse d'Assurance retraite du lieu de résidence.</li></ul>  |

# Avantages/Inconvénients de l'EI



## Avantages

- Pas de capital à mobiliser au départ
- Simplicité de création et radiation + coûts faibles
- Gestion plus simple et pas de dépôt des comptes
- Régime du micro-entrepreneur possible



## Inconvénients

- Image de marque / crédibilité
- Responsabilité sur le patrimoine personnel
- Charges sociales calculées sur la base du bénéfice
- Frein au développement

# Avantages/Inconvénients de la société



## Avantages

- Responsabilité du dirigeant limitée aux apports en capital
- Crédibilité vis-à-vis des partenaires
- Assise financière, confiance du banquier
- Possibilité de faire intervenir de nouveaux investisseurs
- Optimisation fiscale possible

## Inconvénients

- Caution personnelle du dirigeant
- Risque de mésentente entre associés
- Formalisme contraignant des assemblées
- Comptabilité plus coûteuse qu'en entreprise individuelle
- Complexité et coût de la dissolution et de la liquidation

**Retrouvez  
le replay et le support de présentation sur  
[bpifrance-creation.fr/webinaires](https://bpifrance-creation.fr/webinaires)**



# Questions - Réponses

**bpifrance**

**CRÉATION**

**Pour en savoir plus, rendez-vous sur :**

**[www.bpifrance-creation.fr](http://www.bpifrance-creation.fr)**